

Notice d'information

Déclaration des dispositifs transfrontières

Cette notice a pour objet de vous aider à remplir le formulaire de déclaration des dispositifs transfrontières tel que prévu par les articles Lp. 920.13 à Lp. 920.16 du code des impôts de la Nouvelle-Calédonie.

I. Objet de la déclaration

Cette déclaration doit être remplie par tout intermédiaire ou, à défaut, par le contribuable concerné, lorsqu'un dispositif transfrontière est mis à disposition, prêt à être mis en œuvre ou fait l'objet d'une première étape de mise en œuvre.

Un dispositif est transfrontière dès lors qu'il implique la Nouvelle-Calédonie et un autre Etat ou territoire et qu'il comporte le critère de l'avantage principal ou au moins un des marqueurs prévus à l'article Lp. 920.16 du code des impôts de la Nouvelle-Calédonie.

II. Qui doit déclarer ?

Intermédiaire : toute personne ou entité qui conçoit, commercialise, organise ou met à disposition le dispositif, ou qui en gère la mise en œuvre.

Contribuable concerné : si aucun intermédiaire n'est tenu à la déclaration (ou s'il en est dispensé, par exemple un avocat soumis au secret professionnel).

III. Délais de déclaration

La déclaration doit être transmise dans les 30 jours à compter de :

- le lendemain de la mise à disposition du dispositif transfrontière,
- le lendemain du jour où il est prêt à être mis en œuvre,
- ou le jour de la réalisation de la première étape de mise en œuvre.

Chaque année, les contribuables doivent aussi déclarer l'utilisation qu'ils ont faite du dispositif.

IV. Sanctions

Tout manquement est sanctionné par une amende pouvant aller jusqu'à 1 200 000 F CFP (plafond de 12 000 000 F CFP par an). En cas de première infraction, le plafond est de 600 000 F CFP.

V. Comment remplir la déclaration ?

Rubrique par rubrique :

1. Type de dispositif

Cochez « oui » à dispositif commercialisable si le montage est proposé de manière standardisable à plusieurs contribuables.

Précisez s'il s'agit de la première déclaration de ce dispositif.

2. Déclarant

Indiquez les informations complètes d'identité, d'adresse et de contact du déclarant (intermédiaire ou contribuable concerné).

Qualité du déclarant : préciser si vous êtes intermédiaire ou contribuable concerné.

Catégorie d'intermédiaire : choisir selon les critères de l'article Lp. 920.14 (domicile fiscal, établissement stable, inscription à un ordre professionnel, etc.).

Fondement territorial : justifier pourquoi vous êtes tenu à l'obligation déclarative (par exemple : « siège en Nouvelle-Calédonie »).

3. Contribuable concerné

Indiquez les informations personnelles ou sociales du contribuable à qui le dispositif est destiné.

4. Entreprises associées et personnes concernées

A remplir si le dispositif implique d'autres sociétés ou personnes physiques, avec leurs identifiants fiscaux.

5. Intermédiaire

Si d'autres intermédiaires participent, les mentionner.

Indiquer si l'intermédiaire est dispensé (exemple : avocat soumis au secret professionnel) et, dans ce cas, préciser à qui la notification a été faite.

6. Personne concernée

Indiquez toute autre personne ou entité pouvant être affectée par le dispositif transfrontière. Cette personne n'est ni le déclarant, ni le contribuable concerné, ni une entreprise associée. Par exemple : des partenaires, des bénéficiaires effectifs ou des tiers ayant un intérêt direct dans le dispositif.

7. Description du dispositif

1. Fait générateur : cochez le cas correspondant (mise à disposition, prêt à être mis en œuvre, première étape).
2. Description détaillée : exposer le montage, ses objectifs, ses modalités.

Disposition(s) nationale(s) applicable(s) : entendues comme toute disposition interne applicable dans un Etat ou territoire impliqué dans le dispositif transfrontière, sur lesquelles se fonde le dispositif transfrontière devant faire l'objet d'une déclaration.

Valeur du dispositif : valeur estimée des flux ou avantages concernés.

3. Marqueurs

Avantage fiscal principal : cochez si le montage procure principalement un avantage fiscal.

Marqueurs : choisir parmi ceux listés à l'article Lp. 920.16 (dispositifs visant à contourner l'échange automatique d'informations, chaînes de propriété opaques, etc.).

4. Organigrammes

Représenter, le cas échéant, la structure juridique/financière du dispositif (participations, pourcentages de détention, montants investis).

NB : Mentions spécifiques

La mention « information inconnue » indique que le déclarant n'a pas connaissance, ne possède pas ou ne contrôle pas l'information demandée.

L'administration fiscale calédonienne peut transmettre les informations aux autorités fiscales d'autres Etats ou territoires.